FMI Bulletin

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 27 JUIN 2005 VOLUME 34, Nº 11

www.imf.org/imfsurvey

ACTUALITÉ : Le G-8 propose un allégement de dette

Saluant la proposition des ministres des finances du G-8 d'alléger la dette des pays à faible revenu, le Directeur général du FMI a déclaré que cette mesure «aidera grandement ces pays à se débarrasser d'un lourd fardeau». M. de Rato s'est aussi félicité du projet du G-8 de créer un fonds fiduciaire pour aider les pays pauvres à surmonter les chocs économiques. Ces propositions seront soumises à l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en septembre.

Bruno Vincent/Getty Images

171

ACTUALITÉ : Dépenses publiques et VIH/sida

Fidèles à l'orthodoxie budgétaire, la Banque mondiale et le FMI encouragent-ils les pays pauvres à dépenser moins pour la lutte contre le VIH/sida? Un article récent de la revue médicale *The Lancet* le prétend. Au nom des deux institutions, Jean-Louis Sarbib et Peter Heller contestent cette critique. Selon eux, les vrais problèmes de la lutte contre le sida sont les suivants : amener les donateurs à tenir leurs engagements et aider les pays bénéficiaires à utiliser au mieux les fonds qu'ils reçoivent.

Alexander Joe/AFP Photo

175

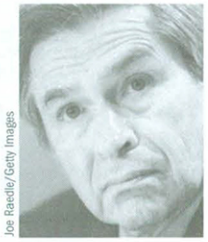
POLITIQUES : Bien programmer le changement

De 1995 à 2000, de nombreux pays ont réalisé des programmes économiques avec le soutien financier du FMI. Quels en étaient les objectifs? Ont-ils été efficaces? Un examen attentif de ces programmes révèle des succès éclatants, mais aussi des écueils importants, dans les pays à revenu intermédiaire (surtout en cas de crise financière) comme dans les pays à faible revenu, dont les soucis majeurs sont la lutte contre la pauvreté et la promotion de la croissance dans un contexte de viabilité extérieure.

180

FORUM : Cinq grands défis pour la Banque mondiale

Le nouveau Président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, doit relever cinq défis fondamentaux, en redynamisant l'action de l'institution en Chine, en Inde et dans les pays à revenu intermédiaire et en la réorientant vers la résolution des problèmes du XXIe siècle. Ces défis sont énoncés dans un rapport intitulé *The Hardest Job in the World,* rédigé par une vingtaine d'éminents spécialistes du développement pour le Center for Global Development, un centre de recherche de Washington.


Joe Raedle/Getty Images

184

DANS CE NUMÉRO

170 Calendrier
170 Boussole
171 Actualité
Proposition d'allégement de dette du G-8
Séminaire de la CEPAL
Examen stratégique du FMI
M. de Rato au Tchad
Réponse au Lancet
176 Région
Secteur bancaire au Ghana
178 Dialogue
Amérique centrale
180 Politiques
Programmes appuyés par le FMI
183 Prêts du FMI
Accords
184 Forum
Les défis de la Banque mondiale

FMI Bulletin

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 27 JUIN 2005 VOLUME 34, Nº 11

www.imf.org/imfsurvey

ACTUALITÉ : Le G-8 propose un allégement de dette

Saluant la proposition des ministres des finances du G-8 d'alléger la dette des pays à faible revenu, le Directeur général du FMI a déclaré que cette mesure «aidera grandement ces pays à se débarrasser d'un lourd fardeau». M. de Rato s'est aussi félicité du projet du G-8 de créer un fonds fiduciaire pour aider les pays pauvres à surmonter les chocs économiques. Ces propositions seront soumises à l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en septembre.

Bruno Vincent/Getty Images

171

ACTUALITÉ : Dépenses publiques et VIH/sida

Fidèles à l'orthodoxie budgétaire, la Banque mondiale et le FMI encouragent-ils les pays pauvres à dépenser moins pour la lutte contre le VIH/sida? Un article récent de la revue médicale *The Lancet* le prétend. Au nom des deux institutions, Jean-Louis Sarbib et Peter Heller contestent cette critique. Selon eux, les vrais problèmes de la lutte contre le sida sont les suivants : amener les donateurs à tenir leurs engagements et aider les pays bénéficiaires à utiliser au mieux les fonds qu'ils reçoivent.

Alexander Joe/AFP Photo

175

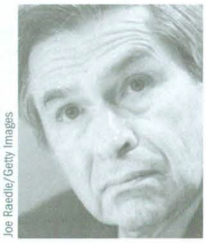
POLITIQUES : Bien programmer le changement

De 1995 à 2000, de nombreux pays ont réalisé des programmes économiques avec le soutien financier du FMI. Quels en étaient les objectifs? Ont-ils été efficaces? Un examen attentif de ces programmes révèle des succès éclatants, mais aussi des écueils importants, dans les pays à revenu intermédiaire (surtout en cas de crise financière) comme dans les pays à faible revenu, dont les soucis majeurs sont la lutte contre la pauvreté et la promotion de la croissance dans un contexte de viabilité extérieure.

180

FORUM : Cinq grands défis pour la Banque mondiale

Le nouveau Président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, doit relever cinq défis fondamentaux, en redynamisant l'action de l'institution en Chine, en Inde et dans les pays à revenu intermédiaire et en la réorientant vers la résolution des problèmes du XXIe siècle. Ces défis sont énoncés dans un rapport intitulé *The Hardest Job in the World,* rédigé par une vingtaine d'éminents spécialistes du développement pour le Center for Global Development, un centre de recherche de Washington.



Joe Raedle/Getty Images

184

DANS CE NUMÉRO

170 Calendrier
170 Boussole
171 Actualité
Proposition d'allégement de dette du G-8
Séminaire de la CEPAL
Examen stratégique du FMI
M. de Rato au Tchad
Réponse au Lancet
176 Région
Secteur bancaire au Ghana
178 Dialogue
Amérique centrale
180 Politiques
Programmes appuyés par le FMI
183 Prêts du FMI
Accords
184 Forum
Les défis de la Banque mondiale

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Calendrier

Juin

23 Forum du livre du FMI, Anirvan Banerji, *Beating the Business Cycle: Can Turning Points in the Economy be Predicted?* Washington

29–1er juillet Séance de fond de l'ECOSOC, Débat de haut niveau, New York

Juillet

1er–5 Conférence internationale sur le sida en Asie et dans le Pacifique, Kobe, Japon

4–8 Atelier du FMI sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, Dalian, Chine

6–8 Sommet du G-8, Gleneagles Hotel, Gleneagles, Écosse

13–14 Séminaire du FMI à l'intention des législateurs sur la TVA et son administration, RDP lao

Août

22–26 Séminaire FMI–Institut régional de Singapour : «Les droits des créanciers dans les économies émergentes», Singapour

Septembre

6–7 Séminaire de haut niveau du FMI : «La stabilité financière : défis pour les banques centrales et les autorités de surveillance», Washington

8 Forum économique du FMI : «La conditionnalité du FMI : un peu, beaucoup, pas du tout?», Washington

14–16 Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU sur les suites données à la Déclaration du Millénaire, New York

24–25 Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, Washington

Octobre

19 Forum du livre du FMI, Pietra Rivoli, *Travels of a T-shirt in the Global Economy: An Economist Examines the Markets, Power, and Politics of World Trade*, Washington

Novembre

3–4 Sixième conférence annuelle de recherche Jacques Polak, Washington

4–5 Quatrième Sommet des Amériques, Mar del Plata, Argentine

16–18 Sommet mondial sur la société de l'information, Tunis

Décembre

13–18 Sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, Hong Kong (RAS)

Conseil d'administration

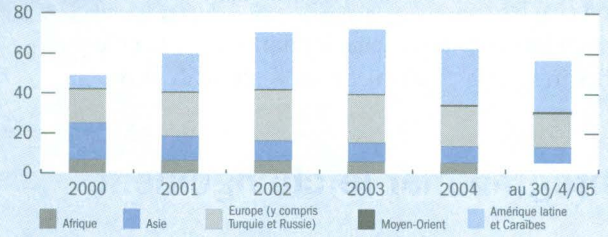
On trouvera un calendrier à jour des réunions du Conseil d'administration du FMI à *http://www.imf.org.external/np/sec/bc/eng/index.asp.*

Boussole

Données financières du FMI

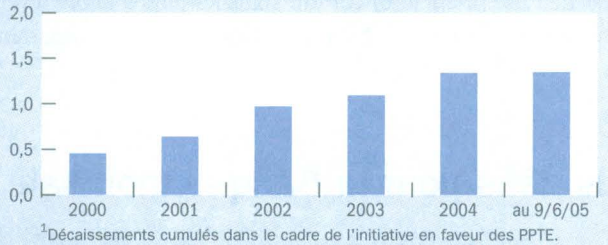
Total des crédits et des prêts du FMI, par région

(milliards de DTS; fin de période)



Allégement de la dette des pays pauvres très endettés[1]

(milliards de DTS; fin de période)



[1]Décaissements cumulés dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE.

Encours des prêts les plus élevés

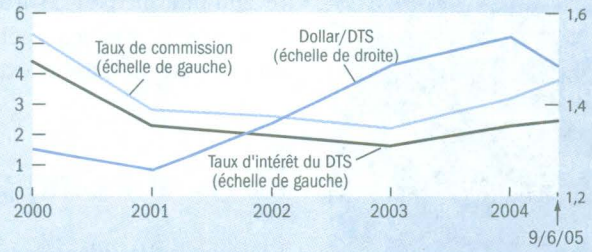
(milliards de DTS; au 30/4/05)

Non concessionnels		Concessionnels	
Brésil	15,36	Pakistan	1,03
Turquie	13,08	Zambie	0,58
Argentine	8,10	Congo, Rép. dém. du	0,53
Indonésie	6,01	Ghana	0,29
Uruguay	1,64	Tanzanie	0,27

Évolution des taux

Taux d'intérêt du DTS, taux de commission sur l'encours des prêts non concessionnels et taux dollar/DTS

(pourcentage; fin de période) (dollar/DTS; fin de période)



Les droits de tirage spéciaux du FMI

Le droit de tirage spécial (DTS) est un avoir de réserve international créé en 1969 par le FMI pour compléter les réserves officielles existantes des États membres. Les DTS sont alloués à chaque État membre en proportion de sa quote-part. Le DTS sert aussi d'unité de compte au FMI et à plusieurs autres organisations internationales. Sa valeur est déterminée en fonction d'un panier des principales monnaies internationales.

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Allégement de la dette : M. de Rato salue la proposition du G-8

Le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a salué la proposition des ministres des finances du G-8 d'annuler la dette des pays les plus pauvres. «Cette proposition contribue énormément à alléger la lourde charge des pays pauvres très endettés (PPTE)», a-t-il déclaré dans un communiqué à l'issue de la réunion tenue à Londres les 10 et 11 juin. M. de Rato a ajouté que le FMI examinera les détails et la mise en œuvre de cette proposition et travaillera avec les États membres pour parvenir à un accord.

La proposition, qui sera soumise à l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en septembre, vise à annuler l'encours de la dette des PPTE admissibles envers le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ce qui leur permettrait d'accélérer la réduction de la pauvreté et d'accroître leur capacité de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. L'annulation interviendrait au moment où les pays atteindraient le point d'achèvement de l'initiative PPTE, couronnant ainsi l'exécution de réformes économiques essentielles, le maintien de la stabilité économique, ainsi que l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie de réduction de la pauvreté pendant au moins un an.

Actuellement, 38 pays remplissent les conditions requises pour une assistance PPTE, et 27 d'entre eux reçoivent déjà un allégement de dette à ce titre. Si les États membres du FMI et de la Banque mondiale adoptent la proposition du G-8,18 pays pourront en bénéficier immédiatement : Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Éthiopie, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Zambie. Les autres PPTE deviendront admissibles au moment où ils atteindront le point d'achèvement.

On prévoit que les ressources existantes du FMI couvriront les coûts de l'annulation de ses créances sans altérer sa capacité de financement. Selon M. de Rato, la proposition ne compromet pas «l'engagement du FMI à aider ses membres les plus pauvres et à honorer ses obligations actuelles et futures». Au cas où les ressources existantes de l'institution ne permettent pas d'assurer l'allégement, notamment pour les pays en situation d'arriérés comme le Libéria, la Somalie et le Soudan, les bailleurs de fonds accorderont des ressources supplémentaires. Les ministres des finances du G-8 ont en outre proposé de créer un fonds fiduciaire pour assister les pays confrontés à des chocs affectant les prix des produits de base et à d'autres chocs exogènes. M. de Rato s'est également réjoui de cette proposition. Le sommet économique annuel du G-8 se tiendra à Gleneagles (Écosse) du 6 au 8 juillet. ■

Promouvoir la prospérité en Amérique latine et dans les Caraïbes

Un séminaire organisé les 29 et 30 mai à Santiago (Chili), et financé par le FMI et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), a mis en évidence une convergence de vues sur les mesures à prendre pour soutenir la dynamique actuelle de la croissance, créer des emplois et combattre la pauvreté et les inégalités.

Le séminaire, qui a examiné une étude récente du FMI intitulée «Stabilization and Reform in Latin America», regroupait principalement d'éminentes personnalités des organisations de la société civile. Ricardo Lagos, Président du Chili, Enrique Iglesias, Président de la Banque interaméricaine de développement, José Luis Machinea, Secrétaire exécutif de la CEPAL, et Rodrigo de Rato, Directeur général du FMI, ont souligné la nécessité pour les pays de s'approprier vigoureusement des politiques conjuguant la stabilité macroéconomique avec des programmes sociaux et d'équité mieux ciblés et renforcés, le FMI et les autres institutions financières internationales devant conserver leur rôle de partenaires.

ONU/CEPAL

M. de Rato a précisé que la conjoncture actuelle permet de prendre des mesures décisives pour remédier aux vulnérabilités et aux problèmes structurels de la région. Il a engagé les autorités nationales à maintenir le cap sur l'assainissement des finances publiques et la viabilité de la dette, et à maîtriser l'inflation à un niveau faible. En outre, il les a encouragés à libéraliser les échanges, à assouplir les marchés du travail et des produits et à renforcer la solidité des systèmes financiers et à adopter de vastes réformes axées sur la gouvernance.

Les participants ont convenu que la libéralisation représente la seule démarche pratique face à la mondialisation, et qu'une politique budgétaire responsable et une gestion souple du taux de change constituent les fondements essentiels de la stabilité macroéconomique. Il faudra par ailleurs promouvoir l'investissement privé, accroître la productivité et améliorer les dépenses publiques afin de stimuler la croissance. Toutefois, la croissance seule ne suffit pas pour réduire sensiblement la pauvreté : il faudra également des réformes pour résoudre les problèmes sociaux, améliorer le capital humain et renforcer la protection sociale. ■

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Le FMI, une institution qui évolue avec son temps

Depuis une soixantaine d'années, le paysage financier mondial a subi de profondes mutations qui ont obligé le FMI à s'adapter sans cesse pour répondre aux besoins de ses membres et du système économique international, a déclaré le Directeur général, Rodrigo de Rato, lors d'un symposium du FMI et de la Bundesbank, qui a eu lieu le 8 juin à Francfort. Après avoir rappelé les origines de l'institution et les grandes étapes de son évolution, M. de Rato a présenté quelques-unes des idées-force qui ressortent de l'examen en cours de l'orientation stratégique à moyen terme du FMI, lancé à son initiative. Voici un résumé de son allocution, dont le texte intégral figure sur le site Internet du FMI *(www.imf.org)*.

La mission première du FMI a toujours été de veiller à la santé et à la stabilité de l'économie mondiale, mais, à l'instar de celle-ci, qui a dû absorber de profonds changements d'ordre technique, politique, culturel et économique, le FMI a dû s'adapter. Après l'effondrement au début des années 70 du système de taux de change fixes de Bretton Woods, un amendement des Statuts du FMI a recentré la mission de l'institution. En particulier, conscient du lien étroit entre les politiques économiques nationales et la stabilité internationale, le FMI a mis en place un processus de surveillance qui «aujourd'hui encore régit l'examen systématique et complet de la situation et des politiques économiques de chaque pays membre».

De même, l'arrivée de nouveaux membres a suscité des demandes de conseils et d'assistance au-delà des domaines traditionnels que sont les politiques budgétaire et monétaire et les systèmes de change. Le FMI a ainsi aidé ces pays à établir les institutions nécessaires à la conduite de la politique monétaire et budgétaire, et à élaborer des politiques structurelles pour améliorer leur appareil productif et promouvoir la croissance. Après la dissolution de l'Union soviétique, il a aidé les pays à planification centrale à passer à l'économie de marché.

Les concours financiers du FMI ont aussi subi de profondes transformations : des prêts concessionnels en faveur des pays à faible revenu ont été ajoutés aux prêts à court terme traditionnels destinés à couvrir les besoins de balance des paiements. Le développement rapide des marchés de capitaux internationaux a engendré la création de politiques de financement spéciales pour que le FMI puisse aider les pays en cas de crise du compte de capital, et l'institution a commencé à intervenir dans la résolution des problèmes de dette souveraine.

Les besoins futurs

Tout en continuant de servir ses pays membres et la communauté internationale, le FMI doit être capable de faire face aux forces qui influenceront l'économie mondiale dans les années à venir. «Nous ne devons ni rester immobiles, ni agir

Un groupe indépendant examinera le travail du FMI concernant les secteurs financiers et les marchés de capitaux

Le 6 juin, le Directeur général du FMI, Rodrigo de Rato, a annoncé la création d'un groupe chargé d'examiner le travail du FMI en ce qui concerne les secteurs financiers et les marchés de capitaux. William J. McDonough, Président de la Commission du contrôle comptable des entreprises publiques des États-Unis et ancien Président de la Banque fédérale de réserve de New York, dirigera ce groupe, qui a été constitué pour faire bénéficier le FMI d'une appréciation indépendante de ses activités concernant les secteurs financiers et les marchés de capitaux, et de la manière dont celles-ci sont réparties entre départements, en particulier le Département des marchés de capitaux internationaux et celui des systèmes monétaires et financiers, ainsi que le Département des études et celui de l'élaboration et de l'examen des politiques.

L'importance croissante des flux de capitaux privés et de secteurs financiers stables et efficaces a amené le FMI à s'intéresser davantage à ces domaines. «Le moment est venu, a déclaré M. de Rato, d'examiner comment le FMI s'est adapté.» En outre, dans le cadre de l'examen stratégique en cours au FMI, le Conseil d'administration de l'institution a demandé qu'une attention accrue soit accordée à la surveillance et à la réglementation financières ainsi qu'aux facteurs qui déterminent les flux de capitaux et à leur régulation. «Pour les missions chargées d'exercer la surveillance du FMI, cela se traduirait par un examen plus approfondi des réglementations et de l'environnement des institutions financières locales et des marchés de capitaux privés, en particulier de ce qui détermine les entrées et les sorties de capitaux au titre des prêts, prises de participation et investissements directs étrangers», a précisé M. de Rato.

Outre M. McDonough, les autres membres du groupe sont : Jaime Caruana (Gouverneur, Banque d'Espagne, et Président du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire), Terrence J. Checki (Vice-Président exécutif, Marchés émergents et affaires internationales, Réserve fédérale de New York), Mohamed El-Erian (Directeur général, Pacific Investment Management Co.), Paulo Leme (Directeur général, Études des marchés émergents, Goldman Sachs & Co.), Toshiro Muto (Sous-Gouverneur, Banque du Japon) et Joseph Yam (Directeur général, Autorité monétaire de Hong Kong). Andrew Tweedie, conseiller principal au Département financier du FMI, assurera le secrétariat du groupe.

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

par contrainte», a déclaré M. de Rato. L'examen de l'orientation stratégique du FMI vient tout juste de commencer, mais il semble d'ores et déjà acquis que l'institution doit continuer à évoluer en restant centrée sur ses principales missions : faciliter la coopération monétaire internationale, promouvoir un système libéral de commerce et de paiements internationaux et favoriser la stabilité macroéconomique et financière, condition d'une croissance soutenue. La réflexion a déjà permis de définir des principes fondamentaux dans cinq domaines.

Surveillance. La surveillance exercée par le FMI est à la base de la coopération entre les pays membres visant à promouvoir la stabilité et la croissance de l'économie mondiale. Compte tenu du développement des relations commerciales et financières internationales et des liens étroits entre résultats économiques, pauvreté et sécurité, la coopération est plus importante que jamais pour affronter ensemble les problèmes communs. Le FMI devrait renforcer encore sa surveillance bilatérale en tenant pleinement compte des perspectives régionales et mondiales, et en accordant une attention particulière aux pays qui revêtent une importance systémique.

Michael Spilotro/FMI

Siège du FMI à Washington.

Secteurs financiers et marchés de capitaux. Le FMI est la seule organisation internationale capable de surveiller le secteur financier de façon universelle et globale. Cependant, il importe de mieux l'outiller pour anticiper les sources d'instabilité et y remédier en temps opportun, et pour aider les pays à renforcer leur secteur financier et à adapter leurs cadres prudentiels et administratifs de manière à mieux tirer parti des flux de capitaux privés.

Une autre grande priorité du FMI sera de mieux comprendre ce qui détermine la répartition des actifs au niveau mondial ainsi que les flux de capitaux entre secteurs et entre pays. L'identification et l'évaluation rapides des mouvements de capitaux permettraient au FMI d'apprécier à temps les facteurs de vulnérabilité. Pour les pays membres qui veulent accéder aux marchés de capitaux internationaux et intégrer leur économie au système financier mondial, le FMI peut offrir des conseils sur l'enchaînement des mesures à prendre.

Financement et prêts. Le FMI doit continuer à fournir des financements temporaires pour faciliter la résorption des déséquilibres des transactions courantes et prévenir les crises du compte de capital et leur propagation, ou en atténuer les effets. Pour ce faire, «le FMI doit pouvoir être sélectif et ne soutenir que les programmes d'ajustement qui placent fermement les pays concernés sur la voie de la viabilité extérieure». L'existence de cadres institutionnels solides et une internalisation poussée des programmes seront aussi déterminantes. Le FMI continuera de rechercher un consensus plus clair sur les conditions et l'ampleur de ses concours, la nécessité de créer de nouveaux instruments financiers et la capacité d'assurer, avec les mécanismes actuels, le règlement ordonné des problèmes de dette souveraine.

Rôle dans les pays à faible revenu. Les pays à faible revenu posent des défis redoutables à la communauté internationale. Seule une croissance stable et soutenue permettra de réduire durablement la pauvreté. Le FMI peut aider ces pays à mettre en place les cadres macroéconomiques solides permettant de développer l'économie et de parvenir à la viabilité de la dette; il peut aussi les aider à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, fixés par l'ONU. Plusieurs questions méritent une attention particulière : garantir que la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance dispose de ressources suffisantes, trouver de nouveaux moyens d'aider les pays à faible revenu à surmonter les chocs économiques, donner au FMI un rôle accru de signalisation à l'égard des tiers lorsqu'un pays à faible revenu n'a pas besoin d'une aide du FMI ou ne souhaite pas y avoir recours et examiner plus attentivement le rôle du FMI dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ainsi que ses relations avec les donateurs et les organismes d'aide.

Gouvernance et gestion internes. Pour préserver l'efficacité du FMI, les pays membres doivent régler leurs propres problèmes de gouvernance. M. de Rato souhaite que tous les membres de l'institution soient bien représentés et participent dûment à la prise de décision, et que la répartition des quotes-parts reflète l'évolution de l'économie mondiale.

Enfin, les ressources de l'institution doivent être à la mesure des missions qui lui sont confiées. La direction et le Conseil d'administration du FMI entendent utiliser au mieux les ressources disponibles. L'examen stratégique en cours permettra de recenser les besoins, de définir les priorités et d'envisager le redéploiement des ressources vers les domaines prioritaires. ■

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

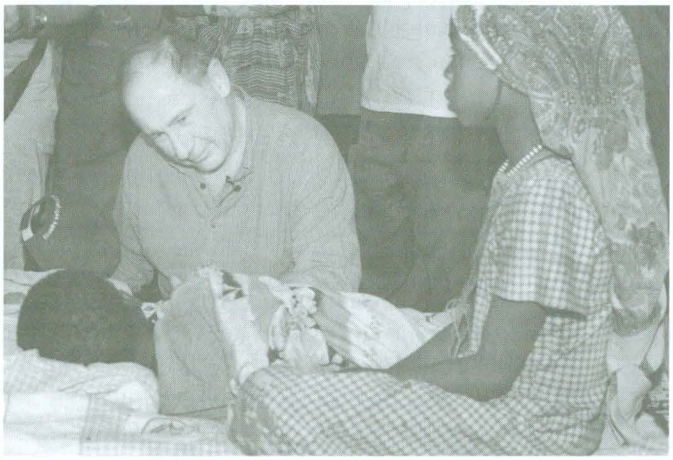
L'impérieuse nécessité de remédier à la tragédie humaine en Afrique

Le Directeur général du FMI, M. Rodrigo de Rato, a séjourné au Tchad les 19 et 20 mai. Il a eu des entretiens de politique économique avec les autorités et visité l'un des camps de réfugiés qu'accueille le Tchad avec l'aide de la communauté internationale.

Au cours des entretiens avec le Président Idriss Déby et d'autres hauts responsables, M. de Rato a examiné les défis que doit relever le Tchad et les possibilités qu'offre l'accroissement des recettes pétrolières. De l'avis de tous, les ressources pétrolières constituent un moyen inespéré de réduire la pauvreté et de progresser vers les objectifs du Millénaire pour le développement. D'où l'importance de maintenir le rythme d'exécution des politiques économiques, et notamment des réformes, surtout en ce qui concerne la gestion budgétaire et le secteur du coton.

Pour sa part, le Président Déby a fait état des difficultés que doit surmonter son pays pour accueillir plus de 200.000 réfugiés de la région soudanaise du Darfour. Le conflit du Darfour, a-t-il expliqué, grève considérablement le budget national — des coûts qui devraient être partagés équitablement avec la communauté internationale. M. Déby a également mentionné le déboisement causé par les réfugiés, qui sortent des camps à la recherche de bois de feu, et le besoin énorme de ressources en eau.

Le lendemain, M. de Rato s'est rendu au camp de réfugiés d'Oure Cassoni — l'un des douze camps établis par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans l'Est du Tchad. Il a voulu voir personnellement les effets pervers des conflits africains sur l'économie et les conditions de vie, et il a évoqué le travail que fait le FMI pour aider les pays sortant d'un conflit civil ou transfrontalier à rétablir des institutions économiques.



Stephen Jaffe/FMI

M. de Rato visite un camp de réfugiés au Tchad : «Établir rapidement les conditions nécessaires pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux, au Soudan.»

Accompagné du Secrétaire d'État à l'économie et aux finances, M. Abbas Mahamat Tolli, et accueilli par la représentante du HCR, Mme Ana Liria-Franch, M. de Rato a parcouru les 800 km qui séparent la capitale N'Djaména du camp, situé à 16 km seulement de la frontière soudanaise. À Oure Cassoni, il a été reçu par les représentants des réfugiés, des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales — Comité international de secours, ACTED (Agence d'aide à la coopération technique et au développement) et Action contre la faim. Il a offert un don de la part du programme civique du FMI en rappelant au personnel humanitaire que le FMI est solidaire, avec la communauté internationale, des efforts déployés par le Tchad pour accueillir les réfugiés. «J'ose espérer, a-t-il déclaré, que les conditions nécessaires seront en place le plus rapidement possible pour permettre aux réfugiés de rentrer chez eux au Soudan.»

M. de Rato a ensuite visité le camp, qui compte 25.000 réfugiés environ. Au dispensaire, il s'est assis auprès de quelques malades — dont beaucoup souffrent de maux causés par la malnutrition — et a observé la manière dont les résidents du camp essaient de rendre leurs abris temporaires plus accueillants en érigeant des murs de terre traditionnels autour de leurs tentes. Il a aussi rendu visite à une famille.

Au cours des entretiens avec les résidents et les responsables du camp et avec les personnalités locales (y compris le Sultan de Dar Dilia, dont le territoire englobe à la fois la ville et le camp), M. de Rato a pris connaissance des inquiétudes que suscite la présence d'un si grand nombre de réfugiés dans un environnement si inhospitalier — un paysage désertique et aride où les températures dépassent largement 40° C). À l'évidence, cette région ne saurait accueillir durablement autant de monde (l'approvisionnement en eau étant un problème majeur); mais actuellement, les réfugiés n'ont pas le choix.

Selon M. de Rato, la solution à plus long terme est ailleurs : «Les conflits armés ont déchiré le tissu social et entravé le développement économique en Afrique... Il faudra déployer des efforts soutenus pour promouvoir la paix et mettre fin à la tragédie humaine qui touche trop de vies dans la région.» ■

Wayne Camard
FMI, Département Afrique

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Le cadrage budgétaire appuie la lutte contre le VIH/sida

Dans le numéro du 21 mai de *Lancet,* revue médicale internationale,Ted Schrecker (université d'Ottawa, Ontario, Canada) et Gorik Ooms (Médecins sans frontières, Bruxelles, Belgique), affirment que les objectifs de dépenses publiques fixés par la Banque mondiale et le FMI dans les cadres de dépenses à moyen terme empêchent l'aide étrangère d'atteindre les programmes de lutte contre le VIH/sida dans les pays les plus pauvres. Ils suggèrent également que «la communauté internationale n'a pas suffisamment pris au sérieux le besoin aigu de ressources nouvelles pour aider les systèmes de santé du monde en développement, surtout en Afrique subsaharienne». La Banque mondiale et le FMI réfutent ces affirmations dans le numéro du 18 juin du *Lancet*.

Il est regrettable qu'une revue médicale sérieuse comme la vôtre ouvre ses colonnes à de graves accusations lancées contre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (21 mai, p. 1821). Gorik Ooms et Ted Schrecker ne manquent pas de verve, mais force est de constater qu'ils ne citent pas un seul cas où les politiques de la Banque ou du FMI limitent effectivement les dépenses relatives au VIH/sida.

Prenons l'exemple du Mozambique où, selon MM. Ooms et Schrecker, les autorités se sont vu reprocher en 2002 le caractère «trop ambitieux» de leurs projets de dépenses. Les chiffres font apparaître une toute autre réalité. De 2001 à 2004, ce pays a affiché un taux de croissance de 9 % environ par an, inflation prise en compte. Parallèlement, les ressources publiques allouées aux programmes de santé et de lutte contre le VIH/sida ont augmenté exactement au même rythme, reflétant une forte progression réelle des dépenses consacrées au VIH/sida chaque année.

De plus, le réquisitoire de MM. Ooms et Schrecker ne fait pas le poids devant l'expérience des praticiens œuvrant sur la ligne de front. Une enquête récente du Center for Global Development de Washington (États-Unis) — qui a reçu 353 réponses de spécialistes de la prévention, du traitement et des soins en matière de VIH/sida — fait état des préoccupations suivantes : absence de volonté politique (29 %); mauvaise coordination nationale (28 %); insuffisances du système de prestation de soins de santé (14 %); limites de la capacité nationale d'absorption (8 %); confusion des politiques (7 %), ingérence des donateurs (3 %); réticence du Ministère des finances à autoriser des dépenses supplémentaires (3 %); restrictions et exigences du Fonds mondial (2 %); restrictions de la Banque mondiale (1 %); plafonds imposés par le FMI (1 %); et autres (5 %). Ces résultats soulignent, s'il en est encore besoin, que la lutte contre la pandémie du sida est à la fois complexe et multiforme, et MM. Ooms et Schrecker en conviennent certainement.

Cela ne veut pas dire que les efforts déployés au Mozambique et dans bien d'autres pays en développement sont suffisants. MM. Ooms et Schrecker signalent à juste titre que la communauté internationale n'a pas fourni les ressources nécessaires pour combattre le VIH/sida (et les autres maladies affligeant les pays les plus pauvres). Au lieu d'attribuer la responsabilité de cet échec au FMI et à la Banque mondiale, il faudrait mettre en évidence les vrais problèmes à résoudre : amener les donateurs à respecter leurs engagements et aider les pays bénéficiaires à faire le meilleur usage possible des ressources additionnelles.

Le cadre de dépenses à moyen terme vilipendé par MM. Ooms et Schrecker ne cache aucune intention pernicieuse. C'est simplement un outil qui facilite la planification à long terme des politiques économiques. Il indique clairement le montant des ressources disponibles et les programmes pouvant être réalisés avec ces ressources. Il ne limite nullement les dépenses supplémentaires sur dons nouveaux. Plus l'aide sera prévisible, plus il y aura de programmes à long terme.

Nous avons présenté publiquement ces arguments à maintes reprises. Et nous nous serions fait un plaisir de montrer à MM. Ooms et Schrecker comment nous faisons pression sur les donateurs pour qu'ils fournissent une aide accrue et prévisible, et comment nous travaillons avec les pays qui reçoivent un surcroît d'assistance. Citons par exemple le cas du Malawi, où le secteur de la santé bénéficie depuis l'année dernière d'une progression sensible des dons. Nous aurions pu aussi rendre compte de nos consultations approfondies avec l'ONUSIDA, le Fonds mondial et le Plan d'urgence du Président Bush pour la lutte contre le sida (PEPFAR). Depuis un an en effet, nous travaillons en relation étroite avec Peter Piot et les services de l'ONUSIDA pour assurer une bonne coordination de nos efforts communs contre le VIH/sida. Et nous aurions pu mettre en exergue le problème chronique des soins de santé dans toute l'Afrique : la grave pénurie de médecins et d'infirmiers qualifiés. C'est un problème qu'on ne peut résoudre du jour au lendemain et qui exige à l'évidence de vastes efforts coordonnés de la part des pays et des donateurs, efforts que nos institutions sont déterminées à appuyer.

La Banque et le FMI se sont engagés sans équivoque à soutenir les initiatives internationales visant à résorber la crise de la santé dans les pays à faible revenu. Nous sommes prêts à travailler avec toutes les parties prenantes pour atteindre cet objectif. Par souci d'efficacité, évitons la polémique et mettons-nous au travail.

Nous déclarons que nous n'avons aucun conflit d'intérêts. ■

Jean-Louis Sarbib, Banque mondiale,
et Peter S. Heller, FMI

Sarbib, J-L, Heller PS. Fiscal Space: Response from World Bank and IMF. *Lancet* 2005; **365:** 2085. Reproduit avec l'autorisation d'Elsevier Ltd.

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

La non-compétitivité des banques du Ghana

Un système bancaire compétitif est important pour une intermédiation financière efficace canalisant l'épargne vers des investissements productifs, facteur essentiel à la croissance économique. Une nouvelle étude constate qu'une structure de marché non compétitive et certaines autres caractéristiques du système bancaire et de l'économie entravent l'intermédiation financière au Ghana. Thierry Buchs, récemment détaché de la Société financière internationale au Secrétariat d'État suisse aux affaires économiques, et Johan Mathisen, du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques du FMI, en parlent avec Jacqueline Irving, du Bulletin du FMI.

BULLETIN : Pourquoi les banques ghanéennes ont-elles un comportement non compétitif?

M. MATHISEN : Principalement à cause du besoin de financement de l'État : les banques se contentent des intérêts créditeurs sur leurs avoirs en bons du Trésor et ne voient pas la nécessité de se livrer concurrence pour financer l'initiative privée. Deuxièmement, les grandes banques bénéficient notamment des économies d'échelle, et l'étroitesse du marché de l'épargne empêche les petites banques d'émerger rapidement. En troisième lieu, le climat des affaires n'est pas propice à l'essor du secteur privé. De plus, les coûts d'investissement sont prohibitifs pour les nouveaux venus, surtout en matière de télécommunications, largement déficientes en dehors des grandes villes.

Eugene Salazar/FMI

Johan Mathisen

BULLETIN : Pourquoi cette étude maintenant?

M. BUCHS : Les indicateurs de rentabilité du secteur bancaire ghanéen sont relativement élevés, beaucoup plus que ceux de nombreux pays développés, des autres pays africains et des marchés émergents. Ces «superbénéfices» tiennent sans doute au caractère non compétitif du marché. Pour estimer le niveau de concurrence sur le marché, nous avons examiné les états financiers des banques, en appliquant un modèle qui avait été conçu et utilisé depuis les années 80 pour d'autres marchés, mais jamais encore pour un pays africain. Nous avons effectué des régressions à partir des données sur le niveau des banques, en intégrant dans la fonction de production les spécificités de chaque établissement ainsi que les différences de taille et de propriété. Ensuite, nous avons examiné les prix des intrants factoriels.

M. MATHISEN : Notre étude, fondée largement sur ce modèle, est inspirée de la mise à jour d'une évaluation de la stabilité du secteur financier (ESSF) réalisée par le FMI en 2003. Nous avons également intégré les points de vue des banquiers locaux. Le modèle est simple : il permet de déterminer si le revenu marginal est égal au coût marginal et de mesurer l'ampleur de l'écart éventuel. Nous avons ainsi obtenu une note globale pour déterminer le degré de concurrence dans le secteur bancaire.

BULLETIN : Avez-vous constaté qu'une baisse des taux d'intérêt ou du rendement des bons du Trésor, semblable ces dernières années, entraîne une baisse des recettes et de la rentabilité des banques?

M. MATHISEN : Nous avons analysé la dépendance du système bancaire envers les intérêts créditeurs. Ceux-ci sont très importants en termes nominaux et réels, ce qui signifie que les banques sont tributaires de ce type de revenus.

BULLETIN : Vous préconisez un rééquilibrage budgétaire soutenu — pour réduire les taux d'intérêt et empêcher l'éviction de l'investissement privé — en vue d'approfondir le système bancaire ghanéen et d'accroître son efficacité. Mais les dérapages budgétaires survenus en année électorale ont créé des problèmes qui se sont avérés difficiles à résoudre les années suivantes. Comment remédier à cette situation?

M. MATHISEN : C'est une question difficile. Un rééquilibrage budgétaire soutenu permet de stimuler la concurrence et le développement de tous les services financiers. Le retour aux anciennes politiques budgétaires faisant alterner le freinage et la relance de l'expansion ne ferait que prolonger la dépendance des banques envers les intérêts créditeurs sur les bons du Trésor. Le besoin de financement de l'État contribue largement à l'inefficacité du système bancaire. Si les banques ghanéennes ne pouvaient plus compter sur ces revenus considérables, elles recommenceraient à fonctionner comme des banques normales. La question importante est de savoir si le système bancaire perd progressivement la capacité de trouver et de développer de nouvelles activités rentables, eu égard à sa longue dépendance envers ce revenu facile.

M. BUCHS : L'amélioration du climat des affaires permet aux banques d'évaluer les projets d'investissement, de promouvoir une bonne culture du crédit et d'investir dans les projets du secteur privé. Il importe en outre de mieux protéger les droits des créanciers, notamment celui de saisir les garanties en cas de nécessité, pour donner aux banques la volonté et la capacité de prendre des risques.

BULLETIN : En raison de l'aversion des banques ghanéennes pour le risque, les PME ont un accès limité au financement bancaire. Les centrales de risques pourraient-elles améliorer l'efficacité du

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

secteur si la situation macroéconomique est propice à l'octroi de crédits au secteur privé?

M. Buchs : Ces centrales peuvent fournir une partie des informations dont les banques ont besoin pour connaître leurs clients éventuels, y compris des PME peut-être inconnues, mais qui présentent un bon profil de risque. En outre, les banques devront améliorer la qualité de leurs portefeuilles de prêts. Les banques ghanéennes ont généralement un ratio élevé de créances improductives — en moyenne près de 25 % de l'ensemble des prêts. Jusqu'à une époque très récente, la définition d'une créance improductive et les modalités de provisionnement y afférentes étaient assez laxistes au Ghana par rapport à d'autres pays, de sorte que les créances improductives ont été sous-estimées. Il faudrait d'abord assainir le portefeuille des banques pour qu'elles puissent prendre des risques supplémentaires et cibler une clientèle moins traditionnelle.

M. Mathisen : Le Ghana est en train d'établir une centrale de risques. C'est l'une des mesures nécessaires pour recentrer les banques sur leur mission et leur éviter d'accumuler un montant énorme de créances improductives.

Bulletin : Les autorités examinent actuellement une nouvelle loi bancaire visant à assujettir les banques ghanéennes aux normes internationales de fonds propres prescrites par l'Accord de Bâle II. Quel serait l'impact de cette mesure sur la compétitivité et l'efficacité?

M. Buchs : L'adoption des normes internationales rehausserait la transparence financière des banques et, nous l'espérons, remédierait rapidement à la forte dépendance envers les bons du Trésor. Elle stimulerait la concurrence et susciterait des consolidations au sein du système.

Bulletin : La présence des banques étrangères a-t-elle influé sur la compétitivité et l'efficacité? Les fusions et acquisitions contribueraient-elles à réduire les coûts d'investissement?

M. Mathisen : Nos résultats montrent que les banques à capitaux étrangers sont plus rentables que leurs homologues sous contrôle ghanéen. Cela tient au fait qu'elles sont mieux placées pour tirer parti de services à commissions tels que les opérations de change. Mais nos travaux n'indiquent pas directement qu'une participation étrangère accrue stimulerait la concurrence dans le système bancaire.

M. Buchs : Curieusement, les banques étrangères semblent plus rentables que les banques nationales, la différence cruciale étant que leurs portefeuilles sont de meilleure qualité. Les banques étrangères ne sont pas concernées par les prêts à motivation politique, et les créances sur les sociétés d'État devenues insolvables comprennent en grande partie les portefeuilles bancaires de la pire qualité.

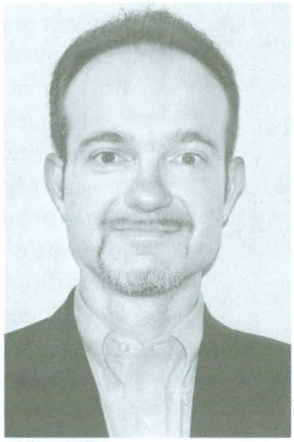


Photo: Thierry Buchs

Thierry Buchs

M. Mathisen : Nos travaux n'indiquent pas que les banques étrangères choisissent mieux leurs clients. En revanche, elles ont généralement accès à des clients internationaux plus solvables. Les raisons de leur rentabilité accrue ne sont donc pas nécessairement évidentes.

Bulletin : Les banques étrangères semblent côtoyer les banques nationales avec une certaine distance.

M. Buchs : En effet. Parce qu'il n'y a pas de concurrence, le marché est considérablement segmenté. Cela s'explique par le fait que le secteur bancaire est asymétrique en faveur des établissements importants.

M. Mathisen : Cela confirme aussi notre constat que les banques publiques sont généralement moins capables de produire des bénéfices à partir des intérêts payés par les emprunteurs, ce qui constitue la principale activité traditionnelle des banques. Toutefois, il n'existe pas de différence significative entre les recettes totales des banques d'État et celles des autres banques. Cela signifie que les banques d'État ont pu récupérer ce manque à gagner, peut-être en servant les grandes sociétés d'État qui ont des retards de paiement ou qui ont renégocié leur dette.

Bulletin : Le développement du secteur financier non bancaire permettrait-il de stimuler la concurrence dans le secteur bancaire?

M. Mathisen : Nos données n'étaient pas suffisantes pour formuler des recommandations sur le développement du secteur financier non bancaire. Puisque nos résultats attestent que la taille d'un établissement présente des avantages considérables au Ghana, on peut difficilement affirmer que l'essor de la microfinance, par exemple, aurait un impact majeur, du moins jusqu'à ce que les établissements de ce secteur constituent un vaste réseau ou prennent de l'ampleur dans le secteur financier. La clientèle des banques ne représentant que 5 % de la population, il est néanmoins concevable que certaines institutions financières non bancaires puissent offrir des services spécialisés pour accroître leur envergure.

M. Buchs : Je conviens qu'il est difficile pour les institutions financières non bancaires de stimuler la concurrence au stade actuel des choses. Mais elles peuvent jouer un rôle très important pour certains clients, surtout en raison de la forte demande de certains services financiers que les banques commerciales n'offrent pas actuellement. Par exemple, certaines institutions non bancaires proposent le crédit-bail pour pallier l'insuffisance du crédit aux PME. Cette évolution pourrait avoir un impact considérable en encourageant vivement les banques à offrir ce service financier. ■

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Dialogue avec les législateurs en Amérique centrale

L'appui national est essentiel à l'exécution et au maintien de politiques macroéconomiques et de réformes structurelles saines. Mais comment convaincre les citoyens des avantages à long terme quand des sacrifices sont nécessaires à court terme? Du 18 au 20 mai, des législateurs et des journalistes d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama, plus la République Dominicaine) ont rencontré des représentants du FMI pour examiner les priorités économiques de la région ainsi que le rôle des parlements et des médias dans le débat public et la sensibilisation des populations sur les arbitrages que doivent effectuer les décideurs. Ils ont aussi envisagé de promouvoir l'intégration et la coopération régionales pour rehausser la compétitivité de la région dans l'économie mondiale.

Les deux séminaires organisés à San José (Costa Rica) ont été une innovation, car ils ont regroupé des législateurs haut placés dans les commissions chargées des finances, de l'économie et du système bancaire, et adoptant les budgets ainsi que les lois fiscales, commerciales et bancaires.

M. Agustín Carstens, Directeur général adjoint du FMI, a signalé que l'institution est consciente du rôle crucial des législateurs dans l'adoption des budgets et la promotion des réformes économiques, d'où l'importance pour le FMI «de connaître leur point de vue». Il a également noté que, pour être efficaces, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent être conçues par les pays eux-mêmes et refléter un large consensus de toute la société. Il a donc prôné un dialogue dans lequel «les législateurs, en tant que mandataires de la population, contribuent à formuler ces stratégies et à bâtir un consensus autour des réformes». Le FMI veut établir des relations solides et constructives avec les décideurs, les législateurs et les autres parties prenantes pour «mieux axer nos conseils et notre assistance sur les besoins les plus pressants», a-t-il déclaré.

Anticiper et intensifier la communication

Les législateurs ont appuyé l'idée d'une communication accrue et anticipée avec le FMI. Ils ont exprimé leur souci primordial pour la croissance économique, la pauvreté et la situation sociale, la dette, le processus budgétaire et la qualité des dépenses. De plus, ils ont souligné le besoin de renforcer leurs capacités techniques, les avantages de l'intégration régionale, l'importance de la transparence et de la lutte anticorruption. Ils ont aussi posé le problème de l'équité dans le traitement des pays membres et cherché à connaître la position du FMI face aux déficits budgétaires des États-Unis.

Plusieurs législateurs ont encouragé le FMI à sensibiliser les parlements nationaux en leur expliquant ses activités dans un langage accessible et en associant d'emblée les grandes forces politiques à l'élaboration des programmes. Les législateurs ont déclaré avoir eu des contacts avec le FMI à divers niveaux. Certains d'entre eux ont rencontré récemment des missions du FMI, mais un législateur a signalé qu'il en était à son premier contact avec l'institution depuis 12 ans qu'il siège à la commission des finances.

Un législateur a déclaré : «Au final, presque tous les dossiers se retrouvent devant le Congrès. J'ai toujours pensé que le FMI manquait à son devoir en ne s'expliquant pas; ce séminaire vient donc à point nommé». Un autre a ajouté que les législateurs doivent contribuer à la promotion des réformes structurelles, même si «le Congrès ne participe pas aux négociations sur la conception des programmes économiques». Les représentants du FMI ont convenu de la nécessité d'une telle participation et signalé que les missions intensifient déjà le dialogue avec les législateurs. Pour M. Carstens, il s'agit d'une question complexe, car le FMI traite surtout avec les banques centrales et les gouvernements «qui servent d'interface avec les parlements».

Les participants ont constaté des progrès importants au niveau de la transparence des opérations du FMI, des gouvernements et des banques centrales. À la suite de Markus Rodlauer, du Département Hémisphère occidental du FMI, les journalistes ont reconnu que la transparence et la communication font désormais partie de la formulation et de l'exécution des politiques, et les médias «jouent un rôle crucial tant pour la recherche du consensus que pour l'élaboration et l'exécution des politiques». Les autorités, le FMI et les médias «ont plus que jamais besoin les uns des autres», a ajouté M. Rodlauer.

Alfredo Sequeira J. (FMI)

Représentants du FMI (de gauche à droite) : Moises Schwartz (Administrateur), Jesus Seade (Département des finances publiques), Olav Gronlie (Département Hémisphère occidental) et Adolfo Barajas (Institut).

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Relever les défis futurs

Un large consensus s'est dégagé sur les grands défis économiques que doit relever l'Amérique centrale pour assurer une croissance rapide et soutenue et réduire la pauvreté. Les législateurs ont proposé de renforcer les budgets nationaux pour mieux les centrer sur le développement, les priorités sociales et l'amélioration des systèmes financiers et du climat d'investissement. Ils ont posé les questions suivantes : pourquoi certaines économies stagnent-elles malgré l'exécution des mesures prescrites par le FMI? Quelles leçons l'institution tire-t-elle de son expérience? Les programmes du XXIe siècle doivent-ils reposer sur de nouvelles approches?

D'autres participants ont procédé par comparaison. Selon Beatriz Paredes (ancienne députée et gouverneur d'État au Mexique), Roberto Junguito (ancien ministre des finances de Colombie et administrateur suppléant du FMI), et Alejandro Atchugarry (ancien ministre des finances et sénateur de l'Uruguay), il importe d'internaliser les programmes économiques; d'élaborer des stratégies à long terme fondées sur un large consensus national et résistant aux aléas de la conjoncture; et de consulter toutes les parties concernées.

Alfredo Sequeira J. (FMI)

Beatriz Paredes (Mexique) : «Les pays doivent internaliser les programmes économiques.»

Alfredo Sequeira J. (FMI)

Minou Tavárez, députée du Parti de la libération en République Dominicaine, a participé au séminaire.

Mme Paredes a invité les pays de la région à créer une «nouvelle dynamique», en «rehaussant l'efficacité de leurs économies». Il s'agit d'assurer l'utilisation rationnelle des fonds publics, car «les contribuables se rebiffent si leurs impôts sont mal dépensés». Certains législateurs ont reconnu que les mauvaises dépenses et «les stratagèmes employés pour les cacher» sont très inquiétants, tout comme l'accumulation d'une dette dont la contrepartie n'est pas évidente. Un législateur a préconisé un mécanisme permettant aux parlements de se consulter sur les questions de budget, de transparence et de qualité des dépenses.

Les représentants du FMI ont évoqué les principaux défis économiques de la région : renforcer la coordination régionale; poursuivre les réformes budgétaires pour enrayer la hausse du ratio d'endettement dans la plupart des pays; renforcer les systèmes financiers; améliorer le climat de l'investissement et des affaires; et promouvoir la transparence et la gouvernance. M. Carstens a souligné l'unicité de chaque pays, en précisant que le FMI intègre tous ces facteurs dans ses conseils. «Il est encourageant d'observer dans toute la région un consensus grandissant sur la discipline macroéconomique et la maîtrise de l'inflation», a-t-il ajouté.

Moises Schwartz, administrateur du FMI, a résumé les messages adressés par le Conseil d'administration à la région depuis une décennie et réaffirmé la primauté des réformes budgétaires. Décrivant son travail de représentation de cinq pays d'Amérique centrale, M. Schwartz a rappelé que «tous les pays (grands, moyens ou petits) ont le même droit d'exprimer leurs opinions» au Conseil d'administration du FMI.

Intégration régionale et CAFTA–DR

En introduisant un débat sur l'intégration régionale, Alfred Schipke, du Département Hémisphère occidental du FMI, a signalé que le processus est déjà bien engagé dans le secteur financier; l'activité bancaire progresse rapidement et requiert une supervision et une régulation régionales pour éviter les risques et une éventuelle contagion.

Selon M. Schipke, l'action du FMI en Amérique centrale vise à la fois les pays et la région. Chaque année, des conférences sont organisées pour les ministres des finances, les gouverneurs de banques centrales et les autorités de contrôle bancaire; de plus, le FMI et le Guatemala ont parrainé récemment un séminaire sur la coordination fiscale. Le FMI a, en outre, réalisé des études sur les régimes de change, l'intégration du système financier et les conséquences macroéconomiques et budgétaires du projet d'Accord de libre-échange avec les États-Unis et la République Dominicaine (CAFTA–DR).

Selon M. Carstens, cet accord avec les États-Unis et la République Dominicaine stimulera la compétitivité de la région. Il suscite à juste titre un regain d'optimisme. M. Carstens a donc invité les pays concernés à le ratifier, y compris les États-Unis, où le processus de ratification est en suspens. ■

Kathleen White
FMI, Département des relations extérieures

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Programmes appuyés par le FMI : les leçons de l'expérience

Quelle est la finalité des programmes appuyés par le FMI? Comment sont-ils élaborés? Comment juger de leur efficacité? Le Conseil d'administration du FMI a chargé les services de l'institution de dresser un bilan des programmes appuyés par le FMI de 1995 à 2000. Ces travaux laissent entrevoir deux grands défis pour l'avenir. Dans les *pays à faible revenu,* il s'agira avant tout de consolider les bases de la stabilité macroéconomique et d'une augmentation durable des taux de croissance tout en préservant la viabilité extérieure et en évitant les problèmes de service de la dette. Dans les *pays à revenu intermédiaire,* lors de crises du compte de capital, les programmes doivent rétablir rapidement la confiance des marchés pour obvier à une correction trop brutale du compte courant, qui risquerait d'avoir des effets perturbateurs sur l'économie.

Ces 15 dernières années, les défis auxquels ont été confrontés les pays membres et, partant, les objectifs des programmes économiques pour lesquels les autorités nationales ont demandé le soutien du FMI, ont profondément changé. C'est précisément cette adaptabilité du FMI à l'évolution des besoins des pays membres qui a compliqué l'élaboration des programmes et l'évaluation de leur efficacité. Dans un premier temps, les services du FMI ont classé les programmes en fonction de leurs principaux objectifs. À quelques détails près, la plupart des programmes peuvent être répartis en quatre grandes catégories :

- *Déficit courant intenable.* Dans les exemples classiques d'ajustement extérieur, les pays qui ont du mal à financer leur déficit courant s'engagent à le ramener à un niveau viable, tandis que le financement du FMI aide le pays à reconstituer ses réserves. L'ajustement nécessaire est ainsi allégé, car il s'opère par une amélioration de l'offre, et non uniquement par la gestion de la demande.
- *Crises du compte de capital.* Lorsque des sorties massives de capitaux entraînent un ajustement extérieur brutal et, en général, un effondrement de la monnaie et de l'activité économique, les politiques monétaire et budgétaire visent davantage le rétablissement de la confiance et l'atténuation des effets négatifs sur l'activité que la promotion de l'ajustement extérieur (puisque celui-ci s'opère en fait par le retrait des financements privés).
- *Pays en transition et à faible revenu.* Malgré de profondes différences, ces programmes ont en commun de privilégier la stabilisation macroéconomique et la transformation structurelle pour rehausser l'efficacité économique et promouvoir une croissance soutenue, tout en maintenant la viabilité extérieure.
- *Crédibilité des politiques et viabilité de la dette publique.* Lorsque les comptes extérieurs sont plus ou moins équilibrés, les programmes peuvent quand même faire baisser les taux d'intérêt et les marges en donnant une plus grande crédibilité à l'action des pouvoirs publics et en rendant ainsi plus viable la dynamique de la dette publique.

Qu'est-ce qu'un programme efficace?

À l'issue du programme, chaque pays doit avoir retrouvé une position extérieure viable. C'est donc d'abord l'ajustement extérieur qui détermine l'efficacité du programme. À court terme, toutefois, cet ajustement peut s'opérer par des voies très différentes. Un pays qui a peu recours au financement peut rapidement réduire son endettement extérieur et éloigner le risque de crise future, mais cet ajustement a souvent de lourdes conséquences pour l'activité économique, l'emploi et le taux de change. En revanche, un pays qui peut obtenir des financements additionnels peut différer l'ajustement nécessaire au risque de connaître plus tard une crise qui le forcera à un ajustement beaucoup plus pénible. Le tout est de trouver un juste équilibre entre ajustement et financement.

La viabilité à moyen terme de la dette est un critère utile pour trouver cet équilibre : les pays devraient en effet procéder à un ajustement suffisant, sans plus, pour viabiliser leur dette extérieure. Le FMI apporte directement ce financement, ou y contribue indirectement par l'effet de catalyse de son intervention, qui permet au pays de s'ajuster à un rythme approprié; par ses conseils, il aide le pays à élaborer un programme dont les effets économiques et sociaux négatifs soient aussi limités que possible.

Quel bilan pour l'ajustement extérieur au regard de ces critères? À cet égard, il semblerait qu'il y ait une nette différence entre les pays à revenu intermédiaire et les pays à faible revenu. Dans les premiers, les programmes visaient et ont permis un ajustement du compte courant en tenant compte des contraintes de viabilité de la dette. Mais dans plusieurs cas — surtout, mais pas exclusivement, lors de crises du compte de capital —, les sorties massives de capitaux ont rendu l'ajustement extérieur plus brutal que prévu ou plus grand que nécessaire au vu des considérations de viabilité de la dette. Cela s'explique non pas par le durcissement des politiques macroéconomiques (le plus souvent, le rééquilibrage budgétaire n'a pas atteint les objectifs du programme), mais par un manque de financement dû aux sorties de capitaux. En même temps, il semblerait que les programmes appuyés par le FMI aient permis d'améliorer le compte courant à moindre coût en termes de ralentissement de la croissance, peut-être grâce à la plus grande efficacité des politiques.

En revanche, dans les *pays à faible revenu,* les conditions de l'ajustement ont été presque diamétralement opposées : en général, l'ajustement extérieur visé par le programme n'a pas été suffisant pour garantir la viabilité de la dette et l'amélioration effective du compte courant est restée en deçà des objectifs. L'objectif de viabilité extérieure reposait donc non pas sur

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

l'ajustement extérieur, mais implicitement sur l'allégement de la dette. En effet, c'est pendant cette période que l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'initiative PPTE renforcée ont été créées (respectivement en 1996 et 1999), mais les déficits courants, inscrits dans le programme et effectifs, auraient été trop élevés pour stabiliser les ratios d'endettement même après un allégement de dette.

La viabilité extérieure n'est bien sûr qu'un des objectifs des programmes, au même titre que la baisse de l'inflation, la stabilisation de l'économie, une croissance plus forte de la production et la réduction de la pauvreté. Dans les *pays à revenu intermédiaire* qui ont appliqué un programme du FMI, l'inflation a reculé durablement et la croissance du PIB réel a fléchi pendant la période du programme, après quoi elle est remontée sans toutefois retrouver le niveau d'avant le programme. Par contre, dans les *pays à faible revenu,* la croissance s'est améliorée durablement pendant et après le programme, sous l'effet conjugué de meilleures politiques macroéconomiques (baisse de l'inflation et des déficits budgétaires, dons compris) et d'un environnement extérieur plus favorable.

Ces constatations soulèvent deux questions importantes. Pour les *pays à revenu intermédiaire,* surtout en cas de crises du compte de capital, la principale question est la suivante : comment accélérer le retour de la confiance et des capitaux, en opérant un ajustement extérieur qui soit plus conforme aux contraintes de viabilité de la dette et en évitant des corrections trop brusques et perturbatrices du compte courant. Cela exigerait-t-il un financement accru du FMI? Un contrôle des mouvements de capitaux? Des mesures plus énergiques? Ou bien ces corrections sont-elles inévitables et la prévention des crises, la seule solution?

Il reste difficile de prévoir et de comprendre comment, lors des crises du compte de capital, les sorties massives de capitaux influent sur l'efficacité des politiques, et d'améliorer les modèles de croissance à moyen terme.

Dans les *pays à faible revenu,* le principal défi consistera à consolider les progrès de la croissance, notamment par une baisse de l'inflation et des déficits budgétaires, dons compris, mais aussi par des politiques structurelles tout en maintenant la viabilité extérieure. Cela nécessitera-t-il de nouveaux allégements de dette? Une plus forte proportion de dons que de prêts? Ou une remise à plat fondamentale de la conception des programmes?

Cadre et conception des programmes

Pour aider les autorités nationales à élaborer leurs programmes, les équipes du FMI ont utilisé un large éventail de méthodes d'analyse, ce qui leur a permis d'adapter leurs conseils en fonction du pays. Pour le cadre macroéconomique à court terme, cette approche a été d'une efficacité surprenante : abstraction faite des crises du compte de capital, on ne constate aucun biais systématique dans les projections concernant l'inflation ou la croissance. En revanche, les projections de croissance à plus long terme pèchent par excès d'optimisme, surtout dans les pays à faible revenu. Cela s'est traduit notamment par des projections d'endettement trop optimistes, ce que les nouveaux cadres d'analyse de viabilité de la dette devraient aider à rectifier.

Cependant, il reste difficile de prévoir et de comprendre comment, lors des crises du compte de capital, les sorties massives de capitaux influent sur l'efficacité des politiques, et d'améliorer les modèles de croissance à moyen terme, afin notamment de mieux évaluer la viabilité de la dette.

Contenu des politiques

Pour ce qui est du contenu des politiques, les services du FMI se sont posé trois questions : les politiques étaient-elles bien axées sur les objectifs du programme? Ont-elles été menées à bien? Quels en ont été les résultats?

La stabilisation macroéconomique et l'ajustement extérieur sont en général les pierres angulaires des programmes appuyés par le FMI. On peut donc s'étonner que le régime de change n'ait pas plus de chances d'être modifié au début d'un programme que plus tard, et que les dévaluations immédiates soient extrêmement rares. Cependant, les *pays à revenu intermédiaire* ont eu tendance à prendre des mesures de désinflation pour adopter un régime de change fixe, alors que, en général, les *pays à faible revenu* ont pris ce type de mesures dans le cadre de régimes de change flottants.

Les taux de réussite des deux approches sont pratiquement identiques. Ils semblent dépendre de la réalisation des objectifs de rééquilibrage budgétaire inscrits dans le programme. L'ajustement extérieur a été plus facile dans le cadre de régimes de change flottants, en ce sens qu'une amélioration du compte courant s'est accompagnée d'un repli moindre de la croissance, mais cet effet est peu marqué. On considère en général que les pays à régime de change fixe ont davantage tendance à trop emprunter en devises — et subissent par conséquent des ajustements extérieurs bien plus pénibles lorsque l'unité de référence s'effondre —, mais cela ne s'est pas vérifié dans la plupart des cas, sauf peut-être lors de certaines crises du compte de capital.

En ce qui concerne les politiques monétaires, les programmes visaient en général une réduction des taux de croissance de la masse monétaire au sens large et des taux d'inflation. Plus les objectifs de réduction de l'inflation et d'amélioration du compte courant étaient ambitieux, plus le resserrement monétaire visé était accentué; il l'était d'autant moins que l'écart de production initial était grand et que le pays

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

était doté d'un régime de change flottant. Les programmes ont permis effectivement de réduire l'inflation, mais pas toujours dans les proportions voulues, en raison notamment de dépassements des objectifs de croissance de la masse monétaire. Il est important de noter que ces dépassements pouvaient être dus à des entrées de capitaux ou à la création de crédit intérieur, ce qui pose la question de la nécessité de stériliser les entrées massives d'aide et de capitaux pour atteindre les objectifs d'inflation. Si le resserrement monétaire figurait dans tous les programmes, rien ne permet de conclure pour autant qu'il a ralenti la croissance de la production.

En fonction du niveau initial des dépenses publiques, du déficit budgétaire et de l'amélioration recherchée du compte courant, les programmes visaient en moyenne un resserrement budgétaire d'environ 1 à 2 % du PIB sur deux ans; selon ces conditions, les programmes des *pays à faible revenu* visaient un ajustement budgétaire inférieur d'environ 1 % du PIB par rapport à ceux des *pays à revenu intermédiaire.* Si les objectifs de rééquilibrage budgétaire ont été en général atteints pendant la première année du programme, des dérapages importants apparaissent par la suite, surtout lorsque la croissance a été plus faible que prévu et que l'ajustement recherché concernait avant tout les recettes ou était particulièrement ambitieux. Les dérapages budgétaires ont, à leur tour, compromis la désinflation et aggravé la dynamique de la dette publique, même si la principale source d'erreur des projections dans ce domaine tient aux changements de valeur de la dette libellée en devises et des coûts budgétaires des crises bancaires.

La baisse des déficits budgétaires s'est accompagnée d'une accélération de la croissance, sans doute grâce au renforcement de la confiance et à la baisse des taux d'intérêt ainsi qu'à l'augmentation du crédit bancaire au secteur privé.

Le resserrement budgétaire prôné par les programmes du FMI est souvent controversé en raison de l'effet de contraction qu'il peut avoir sur l'activité économique, mais les chiffres ne permettent pas de conclure que le rééquilibrage du budget a ralenti la croissance. Au contraire, la baisse des déficits budgétaires s'est accompagnée d'une accélération de la croissance, sans doute grâce au renforcement de la confiance et à la baisse des taux d'intérêt ainsi qu'à l'augmentation du crédit bancaire au secteur privé.

Enfin, les programmes du FMI comprennent des mesures structurelles pour soutenir l'ajustement macroéconomique, rehausser l'efficacité économique et mettre le pays à l'abri de crises futures. Dans les pays en transition et à faible revenu, ils comportent une proportion plus élevée de réformes destinées à accroître l'efficacité, tandis que, lors des crises du compte de capital, ils prévoient surtout des mesures visant à réduire les facteurs de vulnérabilité, en particulier dans le secteur financier. Il est difficile d'apprécier les effets des différentes mesures sur les objectifs du programme, surtout parce que les mesures structurelles sont difficiles à quantifier. Cependant, il existe un lien statistique significatif entre l'ajustement budgétaire et le nombre de mesures budgétaires structurelles, ainsi qu'entre l'augmentation de la croissance et le nombre de réformes axées sur l'efficacité.

Globalement, il semble qu'il y ait une correspondance entre les objectifs du programme et les diverses politiques macroéconomiques et réformes structurelles. De même, on constate qu'en cas de dérapage, les objectifs du programme ne sont pas atteints.

La poursuite des travaux

À la suite de ces études, la réflexion se poursuit, en particulier sur la manière dont on peut encourager des politiques macroéconomiques saines et une croissance soutenue tout en garantissant la viabilité de la dette. Pour les programmes des *pays à revenu intermédiaire,* il s'agit d'accroître l'effet de catalyse sur les marchés financiers, surtout pour *prévenir* les crises en associant des mesures assez vigoureuses à un financement du FMI en période de forte vulnérabilité.

Les études récentes indiquent aussi plusieurs pistes pour améliorer les programmes : meilleure définition du rôle de la dynamique de la dette à moyen terme dans la conception des programmes; meilleure modélisation de la croissance de la production à moyen terme; et, pour les pays émergents, meilleure compréhension des forces qui, dans les secteurs financier, public et extérieur, déterminent les flux de capitaux et la dynamique des crises. Au-delà de ces leçons générales, il faut aussi considérer d'autres questions : l'utilisation de certains instruments de la politique économique, notamment la compatibilité du régime de change avec les objectifs du programme et les autres politiques macroéconomiques; la nécessité de stériliser les entrées massives d'aide et de capitaux; la durabilité de l'ajustement budgétaire et l'élaboration des programmes en conséquence; et une concordance plus étroite entre les mesures structurelles et les objectifs du programme.

Ce ne sont pas là des changements révolutionnaires, mais ils représentent un recentrage qui, s'il est mené à bien, permettrait aux programmes appuyés par le FMI d'être mieux conçus, mieux appliqués et, en définitive, plus efficaces. ■

Atish Ghosh
FMI, Département de l'élaboration et de l'examen des politiques

La série d'études, *The Design of IMF-Supported Programs,* a été réalisée par une équipe dirigée par Atish Ghosh et composée de Charis Christofides, Jun Kim, Laura Papi, Uma Ramakrishnan, Alun Thomas et Juan Zalduendo, assistés de Barbara Dabrowska, Siba Das, Olivia Carolin et Neri Gomes, sous la supervision de G. Russell Kincaid et Mark Allen. Ces études sont affichées sur le site Internet du FMI *(http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2005/pn0516.htm).*

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Accords du FMI au 31 mai

État membre	Date de l'accord	Date d'expiration	Montant approuvé	Solde non tiré
			(millions de DTS)	
Accords de confirmation				
Argentine	20 sept. 2003	19 sept. 2006	8.981,00	4.810,00
Bolivie	2 avr. 2003	31 mars 2006	171,50	60,00
Bulgarie	6 août 2004	5 sept. 2006	100,00	100,00
Colombie	2 mai 2005	2 nov. 2006	405,00	405,00
Croatie	4 août 2004	3 avr. 2006	97,00	97,00
Gabon	28 mai 2004	30 juin 2005	69,44	27,78
Paraguay	15 déc. 2003	30 sept. 2005	50,00	50,00
Pérou	9 juin 2004	16 août 2006	287,28	287,28
République Dominicaine	31 janv. 2005	31 mai 2007	437,80	385,26
Roumanie	7 juil. 2004	6 juil. 2006	250,00	250,00
Turquie	11 mai 2005	10 mai 2008	6.662,04	6.106,87
Total			**17.511,06**	**12.579,19**
Accords élargis de crédit				
Serbie-et-Monténégro	14 mai 2002	31 déc. 2005	650,00	187,50
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	144,40	123,73
Total			**794,40**	**311,23**
Accords FRPC				
Albanie	21 juin 2002	20 nov. 2005	28,00	4,00
Arménie	25 mai 2005	24 mai 2008	23,00	23,00
Azerbaïdjan	6 juil. 2001	4 juil. 2005	67,58	12,87
Bangladesh	20 juin 2003	19 juin 2006	400,33	251,83
Burkina Faso	11 juin 2003	15 août 2006	24,08	10,32
Burundi	23 janv. 2004	22 janv. 2007	69,30	35,75
Cap-Vert	10 avr. 2002	31 juil. 2005	8,64	1,26
Congo, Rép. dém. du	12 juin 2002	11 juin 2005	580,00	53,23
Congo, Rép. du	6 déc. 2004	5 déc. 2007	54,99	47,13
Dominique	29 déc. 2003	28 déc. 2006	7,69	3,48
Gambie	18 juil. 2002	17 juil. 2005	20,22	17,33
Géorgie	4 juin 2004	3 juin 2007	98,00	70,00
Ghana	9 mai 2003	8 mai 2006	184,50	105,45
Guyana	20 sept. 2002	12 sept. 2006	54,55	27,79
Honduras	27 févr. 2004	26 févr. 2007	71,20	40,69
Kenya	21 nov. 2003	20 nov. 2006	225,00	150,00
Mali	23 juin 2004	22 juin 2007	9,33	6,67
Mongolie	28 sept. 2001	31 juil. 2005	28,49	16,28
Mozambique	6 juil. 2004	5 juil. 2007	11,36	8,12
Népal	19 nov. 2003	18 nov. 2006	49,91	35,65
Nicaragua	13 déc. 2002	12 déc. 2005	97,50	41,78
Niger	31 janv. 2005	30 janv. 2008	6,58	5,64
Ouganda	13 sept. 2002	12 sept. 2005	13,50	4,00
République kirghize	15 mars 2005	14 mars 2008	8,88	7,62
Rwanda	12 août 2002	11 févr. 2006	4,00	1,14
Sénégal	28 avr. 2003	27 avr. 2006	24,27	13,86
Sierra Leone	26 sept. 2001	25 juin 2005	130,84	14,00
Sri Lanka	18 avr. 2003	17 avr. 2006	269,00	230,61
Tadjikistan	11 déc. 2002	10 déc. 2005	65,00	19,60
Tanzanie	16 août 2003	15 août 2006	19,60	8,40
Tchad	16 févr. 2005	15 févr. 2008	25,20	21,00
Zambie	16 juin 2004	15 juin 2007	220,10	49,52
Total			**2.900,63**	**1.338,03**

FRPC = facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.
Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

Source : Département financier du FMI.

©International Monetary Fund. Not for Redistribution

Cinq défis pour le Président de la Banque mondiale

European Pressphoto Agency

Au Nigéria, Paul Wolfowitz, Président de la Banque mondiale, s'entretient avec Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des finances (au centre), et Oby Ezekwesili, Assistante spéciale du Président.

Le nouveau Président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, doit relever cinq défis cruciaux s'il veut réussir à recentrer cet organisme de développement sur les problèmes du XXIe siècle, selon un rapport du Center for Global Development, un centre de recherche de Washington. Il doit notamment : 1) revitaliser l'action de la Banque mondiale en Chine, en Inde et dans les pays à revenu intermédiaire; 2) instaurer une nouvelle discipline et une différenciation accrue des opérations dans les pays à faible revenu en aidant les pays les mieux gouvernés et en suspendant l'assistance aux pays en stagnation; 3) obtenir un mandat explicite, des instruments de dons adéquats et un accord spécial de gouvernance pour le travail de la Banque relatif aux biens publics mondiaux; 4) assurer une évaluation indépendante de l'impact des programmes appuyés par la Banque et d'autres donateurs; et 5) encourager les États membres à accroître la représentativité et la légitimité des organes de direction de la Banque.

Le rapport intitulé «The Hardest Job in the World» a été préparé par 20 éminents spécialistes du développement sous la houlette de Nancy Birdsall et Devesh Kapur. Il souligne que les emprunts contractés par les pays à revenu intermédiaire — ainsi que la Chine et l'Inde — auprès de la Banque mondiale ont chuté sensiblement en raison des tracas inhérents à leur obtention. Dans un rapport adressé au Congrès américain en 2000, la Commission Meltzer recommandait que l'institution cesse de prêter aux pays à marché émergent et à revenu intermédiaire pouvant accéder facilement aux marchés de capitaux privés. Toutefois, la chute des créances sur ces pays pourrait exposer l'institution à des risques, tels que la baisse du rendement des opérations de prêt et la hausse des coûts d'emprunt, facteurs attribuables au surcroît de risque du portefeuille. Il recommande donc à la Banque d'aider les pays à revenu intermédiaire en créant des mécanismes de crédit plus accessibles.

Le rapport préconise une différenciation des pays à faible revenu. Ainsi, les pays bien gérés devraient obtenir des financements élevés sur des périodes de cinq ans ou plus. Les pays au revenu annuel par habitant inférieur à un certain seuil (500 dollars par exemple) devraient obtenir une aide sous forme de dons. La Banque devrait accorder aux pays mal gérés une assistance technique bien ciblée, mais en évitant d'octroyer des concours financiers aux États.

Par ailleurs, le rapport propose d'établir un nouveau fonds fiduciaire pour soutenir les activités de la Banque axées sur la promotion des biens publics mondiaux, surtout dans l'agriculture, la santé et l'environnement. Il recommande d'accroître la représentation des pays emprunteurs au Conseil de l'institution. Enfin, il préconise la création d'un mécanisme externe et indépendant d'évaluation de l'aide.

M. Wolfowitz semble approuver au moins certaines de ces recommandations. Il a promis de rendre la Banque plus attrayante pour les économies en plein essor comme l'Inde et la Chine, où les pauvres sont encore nombreux malgré la vigueur de la croissance, et il a désigné la corruption comme un obstacle majeur au développement. Considérant l'Afrique comme sa première priorité, M. Wolfowitz a également signalé son intention de privilégier le développement des infrastructures dans les pays pauvres. «Le développement va bien au-delà des projets de construction, reconnaît-il; mais il ne saurait se concevoir sans les routes, l'électricité, et les infrastructures de base qui en sont les éléments fondamentaux.» ■

Jeremy Clift
FMI, Département des relations extérieures

Le rapport intitulé «The Hardest Job in the World: Five Crucial Tasks for the New President of the World Bank» est disponible à l'adresse suivante : *http://www.cgdev.org/docs/HardestJobintheWorld.pdf.*

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Laura Wallace
Rédactrice en chef
Sheila Meehan
Rédactrice principale
Christine Ebrahim-zadeh
Directrice de production
Camilla Andersen
Jacqueline Irving
Conny Lotze
Rédactrices
Maureen Burke
Lijun Li
Kelley McCollum
Assistantes de rédaction
Julio Prego
Graphiste

Graham Hacche
Conseiller principal
Prakash Loungani
Rédacteur associé

Édition française
Division française
Services linguistiques
Alfred Detchou
Traduction
V. Andrianifahanana
Correction & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais *(IMF Survey)* et en espagnol *(Boletin del FMI)*. Aux 22 numéros qui paraissent chaque année s'ajoute un supplément annuel (l'ABC du FMI). Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (6e édition). Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room 7-106, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.) Téléphone : (202) 623-8585; ou par messagerie électronique à *imfsurvey@imf.org*.

Abonnement annuel : 109 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Demandes d'abonnement au *Bulletin du FMI* ou aux autres publications du FMI : Publication Services, Box X2005, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430; fax : (202) 623-7201; e-mail : publications@imf.org. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique, et par avion pour les autres pays.

©International Monetary Fund. Not for Redistribution